

Crise européenne **L'Europe libérale sanctionnée**

Les élections de juin 2004 montrent l'impopularité des politiques libérales menées partout en Europe.

Les peuples ont été soumis au rouleau compresseur d'une propagande selon laquelle il n'y aurait pas d'autres politiques possibles que le libéralisme, tant au plan national qu'au plan européen. Résultat : 54,5 % des électeurs européens ont préféré s'abstenir, 74 % en moyenne dans les dix nouveaux entrants dans l'Union européenne et 52 % dans les Quinze. Ce nouveau record d'abstention intervient alors que le rôle des institutions européennes ne cesse de croître et que le Parlement européen est sensé apporter une légitimité aux grandes orientations prises par le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement. Il est clair que les résultats de dimanche dernier affaiblissent plutôt le dispositif dirigeant européen. Car toute la presse souligne l'autre leçon de ce scrutin: pays par pays, les gouvernements sont lourdement sanctionnés, qu'ils soient de gauche ou de droite. Dans les quatre principaux Etats européens, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie, le parti dirigeant recueille entre 17 et 22 % des suffrages exprimés. Le "directoire" européen actuel est donc soutenu par moins de 10 % de son corps électoral! La dynamique est la même dans quasiment tous les autres pays. Seuls les gouvernements arrivés au pouvoir il y a deux mois en Espagne et en Grèce échappent à ce jeu de massacre, ainsi que ceux du Luxembourg et de Malte. Au final, la droite restera cependant majoritaire au Parlement européen.

Dans un tel contexte, il est essentiel qu'émerge un début d'alternative tant au libéralisme et à sa variante sociale-libérale, qu'aux nationalismes populistes ou fascisants. Il ne semble pourtant pas avoir avancé à la mesure de nos espérances. A gauche, les Verts (42 élus) et le groupe GUE/NGL autour des communistes (39 élus) limitent honorablement les dégâts. Mais leur capacité à incarner une alternative aux vents dominants est bloquée par les positionnements en leur sein en faveur du projet de Traité constitutionnel libéral (Verts, communistes allemands et espagnols...) et pour la libéralisation de certains services publics, ainsi que par des participations dévastatrices aux gouvernements de centre gauche.

A l'issue d'élections qui renforcent la confusion politique en Europe, nous enregistrons alors avec un intérêt particulier les scores de listes plus porteuses de luttes anticapitalistes et démocratiques :

Refondation communiste a obtenu 6,1 % des voix et cinq élus en Italie ; le **Sinn Fein** 11,4 % et deux élus en Irlande ; le **Parti socialiste** 7 % et deux élus aux Pays-Bas ; Le **Mouvement du peuple contre l'UE** 8,1 % et un élu au Danemark ; le **Bloc de gauche** 4,9 % et un élu au Portugal ; **Synaspismos** 4,2 % et un élu en Grèce ; et **La Gauche** du Luxembourg a recueilli 6 % des voix. Enfin en Grande-Bretagne, si les résultats des nouvelles forces à la gauche du Parti travailliste restent faibles au niveau du royaume, la liste **Respect** recueille un encourageant 4,8 % dans le grand Londres et le **Scottish Socialist Party** obtient 5,2 % des voix en Ecosse.

Christian Varin

In "Rouge" n°2069 du 17/06/2004